



IDÉES
Les problèmes réels
dont ne parle pas Dumont
Page B 5



PHILOSOPHIE
Sartre et les Dixie Chicks
Page B 6

CAHIER **B**

PERSPECTIVES



Le Canada anglais abrite plusieurs communautés religieuses mennonites, huttérites, quakers, mormones et d'autres qui, dans plusieurs cas, vivent de façon traditionnelle et fermées sur elles-mêmes. ANDREW WALLACE REUTERS

Vivre et laisser vivre

L'accueil et l'accommodement de minorités religieuses persécutées font partie intégrante de l'histoire de l'Ouest canadien et de certaines régions rurales de l'Ontario

Doit-on ou non trouver des accommodements pour les différences religieuses? Au Canada anglais, la question soulève sa part de débats, mais, contrairement à ce qui se passe au Québec, ce n'est pas le port du kirpan ou du hijab qui enflamme les passions. Le possible recours à la charia pour arbitrer des conflits familiaux, le financement public des écoles religieuses ou encore le refus de certains fonctionnaires de marier des couples gais occupent le devant de la scène. Autrement, fidèle à une longue tradition de protection des minorités religieuses, le Canada anglais s'en tient au «vivre et laisser vivre».

MANON CORNELLIÉ

L'été dernier, les automobilistes de la région rurale de Gladstone, au Manitoba, ont commencé à croiser, même sur l'autoroute locale, des caïches et des charrettes conduites par des hommes vêtus sombrement et coiffés de chapeaux de paille. Les gens du coin savaient qu'une nouvelle colonie amish d'environ 200 âmes s'apprêtait à s'installer dans les environs. Ils en voyaient enfin les premiers signes.

Enfin, parce que, dans cette petite ville située à 160 kilomètres au nord-ouest de Winnipeg, on se réjouit de l'arrivée de ces nouveaux voisins fort paisibles. Cette attitude n'est pas totalement désintéressée. On songe aux revenus municipaux supplémentaires, aux ventes à venir chez les marchands de bois et de tissus, à la présence d'un forgeron capable de ferrer les chevaux et d'artisans capables de tout réparer. Et pour ce qui est des charrettes sur l'autoroute, on s'en accommodera bien. La province a promis de mettre des affiches pour alerter les automobilistes.

Le Manitoba a l'habitude de ce genre de situations. Cette province, comme toutes celles à l'ouest du Québec, accueille sur son territoire

des communautés mennonites, huttérites, quakers, mormones et d'autres qui, dans plusieurs cas, vivent de façon traditionnelle et fermées sur elles-mêmes. D'autres, tout en ayant adopté des commodités modernes, restent très conservatrices et rigoristes. Pour les provinces, cela signifie faire des compromis.

En Alberta, par exemple, on a longtemps autorisé les huttérites à avoir des permis de conduire sans photo afin de respecter leur interdiction à cet égard. En cette ère post-11-Septembre, on n'est plus trop sûr de pouvoir maintenir cet accommodement. La question n'est pas encore résolue.

L'histoire

L'accueil et l'accommodement de minorités religieuses persécutées font partie intégrante de l'histoire de l'Ouest canadien et de certaines régions rurales du Sud-Ouest ontarien. Ces groupes sont venus des États-Unis, mais aussi d'Europe au moment où le Canada offrait des terres à bon prix dans les Prairies. Pour ces minorités, c'était l'occasion de fuir la persécution. Pour le Canada, celle de coloniser l'Ouest avec des agriculteurs souvent expérimentés.

«Un large éventail d'accommodements religieux ont été acceptés pendant des générations pour per-

mettre à ces colonies d'exister», raconte l'avocate Marilou McPhedran, qui a grandi dans une petite ville du Manitoba voisine d'une communauté huttérite. Mais la Charte n'existait pas. «On commence seulement maintenant à reconnaître que certains de ces accommodements peuvent porter atteinte aux droits fondamentaux des enfants, par exemple, [...] ou qu'ils limitent l'autonomie des femmes.» Mais comme ces communautés vivent fermées sur elles-mêmes et dans des milieux ruraux, peu de gens s'en sont préoccupés, ce qui n'est pas le cas en milieu urbain, pense-t-elle.

Le coût du silence

Le Canada anglais connaît sa part d'accrochages anecdotiques mais révélateurs. En décembre dernier, une juge ontarienne a fait enlever l'arbre de Noël installé dans l'entrée du palais de justice local sous prétexte qu'il pouvait offenser les non-chrétiens. La nouvelle a fait le tour du pays. Le tollé fut immédiat. Des représentants des communautés juive et musulmane ont rappelé qu'ils n'avaient jamais rien demandé de tel. Le premier ministre Dalton McGuinty et le ministre de la Justice, Michael Bryant, ont été interpellés, puisqu'il s'agissait d'une institution publique. La réponse fut claire: l'arbre serait remis là où il était.

Il faut dire que M. McGuinty a vu ce qu'il en coûtait de rester silencieux, lui qui a fait face à un débat beaucoup plus fondamental sur le possible recours à la loi musulmane pour arbitrer des litiges matrimoniaux et familiaux. La publicité faite par le promoteur du projet a fait comprendre à bien des Ontariens que l'arbitrage pouvait être fondé sur un code religieux. Des femmes musul-

manes sont montées aux barricades pour s'opposer à l'existence même de l'arbitrage religieux. Une partie de la communauté juive, qui offrait déjà l'arbitrage religieux, a tenté de défendre ses acquis. Des musulmans se sont portés à la défense du projet, tout comme trois quotidiens torontois, tout le monde dénonçant au passage les relents d'islamophobie qui n'ont pas manqué de marquer le débat.

Comme ces communautés vivent fermées sur elles-mêmes et dans des milieux ruraux, peu de gens s'en sont préoccupés

Pour tenter de calmer le jeu, le gouvernement a mis sur pied une commission d'étude, mais quand cette dernière a proposé de maintenir l'arbitrage religieux à condition de mieux l'encadrer, le débat est reparti de plus belle. M. McGuinty l'a finalement tranché en septembre 2005 en annonçant, dans une brève entrevue, que tout arbitrage en matière familiale devrait à l'avenir être fondé sur la Loi de la famille de l'Ontario. Plus question d'invoquer un code religieux.

Selon Mme McPhedran, qui était conseillère au Congrès des femmes musulmanes, cette demande était la plus poussée dont elle ait eu connaissance. Cette affaire a eu le mérite d'attirer l'attention sur un phénomène méconnu et sur la situation des femmes dans les communautés plus traditionnelles.

«Ce dossier a polarisé le débat en Ontario et changé le climat autour des accommodements raisonnables», croit Pearl Eliadis, conseillère auprès des Nations unies et ancienne directrice à la Commission des droits de la personne de l'Ontario. «Ce fut comme une sonnette d'alarme. Les gens ont trouvé que ça allait trop loin. Avoir un système de droit séparé n'est pas un droit.»

VOIR PAGE B 2: VIVRE

Améliorez vos perspectives de carrière.

Réalisez votre potentiel et allez de l'avant grâce aux programmes d'études à temps partiel et cours du soir crédités offerts dans les disciplines suivantes :

- Comptabilité
- Fiscalité et Trésorerie-finances
- Commerce électronique et Systèmes d'information
- Commerce international
- Gestion de la santé et Services sociaux
- Gestion des ressources humaines
- Gestion de la production
- Relations publiques
- Leadership
- Marketing
- Transport et logistique
- Traduction

www.mcgill.ca/conted

La date limite pour présenter votre demande d'admission aux programmes : **1^{er} juin pour l'automne 2007**



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES

La conférence régionale et internationale sur l'insécurité en Irak

Poudre aux yeux ou revirement?

L'activité diplomatique a été intensive sur la scène géopolitique au Proche-Orient au cours des dernières semaines



Jean Dion

Non mais c'est vrai

Au hasard de ses pérégrinations électorales, qui consistent pour l'essentiel à déambuler sur le trottoir et à bayer aux corneilles en admirant les affiches de campagne, un servi a songé que le spectacle lui faisait songer à trois choses.

«Tout d'abord, je dois préciser que l'expression "bayer aux corneilles" ne présente aucune connotation de sommeil, contrairement à une idée reçue qui ne résiste pas à l'épreuve des faits. Les affiches électorales me maintiennent dans un formidable éveil au monde. En revanche, je m'inquiète pour les candidats libéraux, qui marquent une propension étrange à avoir une main sous le menton dans les photos, je me demande si c'est pour éviter de tomber en pleine face pour des raisons générales de soporificité induite», a déclaré le servi lors d'une sieste de presse.

Invité à indiquer pourquoi il songeait à trois choses plutôt qu'à tout autre nombre de choses, le servi a fait savoir qu'il ne voulait ainsi que chiffrer ses propos, car «une évaluation non chiffrée, ça ne fait pas sérieux dans une campagne. Cela étant, une fois que la décision a été prise de chiffrer, on peut lancer n'importe quel chiffre. J'aurais pu dire deux, ou quatre. Ou cinq cent mille, même si ce n'est pas un chiffre mais plutôt six. Dès qu'il y a un chiffre, le monde arrête de vous acher. La seule question qui intéresse le monde dans notre société formidable d'aujourd'hui, c'est: combien?»

La première chose à laquelle a songé le servi en reluquant les affiches fut leur émuante beauté. «C'est merveilleux pour le paysage urbain. De splendides et chatoyants coloris, des visages lumineux, des mots soigneusement choisis. Je me demande pourquoi on n'a pas des affiches électorales en permanence sur nos réverbères et poteaux d'interdiction de stationner les mardis et vendredis entre 9h30 et 17h30 du 1^{er} décembre au 1^{er} mars (sauf avis contraire). Mon problème, c'est que toutes les affiches sont si uniformément aléchantes que j'ai envie de voter pour tous les candidats», a-t-il relaté.

Selon le servi, la disposition des affiches montre par ailleurs que la civilisation en est arrivée à son stade de plénitude. Avant, a-t-il noté, il fallait les installer en hauteur afin de prévenir les actes de vandalisme sous forme de moustaches barbouillées, d'yeux au beurre noir ou d'allusions malveillantes du genre «machin = nazi». Or voici qu'elles se positionnent maintenant à hauteur de citoyen citoyenne sans pour autant encourir les foudres de la racaille nihiliste. «Il faut croire que même la racaille nihiliste est sensible à une esthétique parfaite», a-t-il commenté.

Tant qu'à être là, le servi s'est aussi demandé de quoi il aurait personnellement l'air en photo de candidat. «Je ne sais pas si je parviendrais à vraiment avoir, autant que les prétendants actuellement en lice qu'on retrouve non seulement sur les affiches mais également un peu partout, le look "annonce de chez Tip Top" ou "conseiller en service à la clientèle qui emploie ce titre pour dissimuler le fait qu'il n'est qu'un vendeur de matériel de seconde main". Il n'est pas donné à tout le monde d'avoir le chic suffisant pour plaire en même temps à l'oreille, par un discours original et étoffé, et à l'œil, par une tenue vestimentaire impeccable, un port altier et une physiognomie d'imminent vainqueur de scrutin unanime à un tour», a-t-il dit.

Le servi s'est dit dans l'impossibilité radicale d'imaginer qu'il pourrait imaginer posséder une personnalité suffisamment riche pour prétendre diriger la société. Lorsqu'on lui a fait remarquer que les candidats n'avaient aucune volonté de diriger quoi que ce fut mais plutôt de «servir», il a ajouté que cela aussi était au-delà de ses capacités. «Je sers déjà assez d'affaires de même. Tenez, pendant cette campagne, je sers de valise à temps plein. Je ne vois pas comment je pourrais en faire plus en matière de service, raison pour laquelle j'admire tant ceux qui ont encore de l'énergie pour servir. Je vais donc me contenter de demeurer un servi, même si je me sens un peu coupable d'être le bénéficiaire d'un tel service, que je n'ai pas vraiment mérité», a-t-il ajouté.

Le servi a conclu en notant qu'une campagne représentait un moment idéal pour faire ressortir ce qui est important dans le monde complexe où il vit. «Et je dois reconnaître qu'en fait de premières priorités, je suis servi.»

Un interrogé à l'heure du souper s'est dit «plutôt pas mal insatisfait en batèche» du rythme de publication des sondages pendant la campagne.

«Y en a pas assez. Non mais c'est vrai», a tonné l'interrogé lorsque joint à l'heure du souper par un sondeur effectuant un sondage sur la perception qu'ont les citoyens des sondages. «Vous savez comme moi que dans ce pays, les gens changent d'avis aux cinq minutes. Or il peut parfois s'écouler jusqu'à une demi-journée entre deux publications de sondages scientifiques. Comment voulez-vous suivre cette palpitante joute électorale comme du monde dans un pareil contexte?»

Selon l'interrogé, «il peut s'en passer, des choses, en 12 heures. Un chef peut aller faire une couple de barbeaux avec des enfants dans une garderie, ou alors aller dans une usine et faire semblant de s'intéresser au fonctionnement de la pépîne — et même s'installer au volant de la pépîne et faire semblant d'en actionner les manettes —, ou divulguer de nouvelles premières priorités qui correspondent aux premières priorités de la majorité. Cela est susceptible de modifier profondément, par exemple, l'opinion d'un citoyen quant à la gestion des finances publiques pour le prochain quart de siècle ou à la création d'un nouveau pays.»

L'interrogé a dit suspecter un complot des médias de masse dans cette insistance à laisser le public dans l'ignorance. «Il faut beaucoup plus de sondages. J'ai pas rien que ça à faire, moi, souper à l'heure du souper.»

Avverti de ce qu'un éventuel troisième référendum, s'il était perdu par ceux qui en veulent un autre tout en espérant qu'il sera le dernier à moins qu'ils ne le perdent, ne sera pas nécessairement le dernier, un consulté a pété au frottement d'ahurissement.

«Si j'ai rien compris, y en a qui en veulent zéro, d'autres qui en veulent juste un mais disent qu'il y en aura deux si un n'est pas assez ou trois si le deuxième ne rachète pas le premier qui sera en fait le troisième puisqu'il y en a déjà eu deux», a analysé le consulté. «En conséquence, à partir du deuxième qui serait le numéro quatre, pourrait-on parler de consultation impopulaire? Juste pour savoir.»

jdion@ledevoir.com

Le gouvernement irakien a convoqué pour le 10 mars, avec la bénédiction américaine, une première conférence régionale et internationale sur l'insécurité en Irak où, perspective inédite, Washington et Téhéran ont accepté de s'asseoir à la même table. Une seconde réunion aurait lieu début avril. Poudre aux yeux ou ouverture diplomatique porteuse? Les observateurs de la géopolitique proche-orientale soulignent d'emblée que le «revirement» de la Maison-Blanche n'est en rien incompatible avec l'escalade belliqueuse qu'elle entretient avec l'Iran au sujet de ses ambitions nucléaires.

GUY TAILLEFER

Fitna: mot clé de la religion islamique qui désigne en arabe le chaos, la dissension, la violence projetée à l'intérieur du monde de l'Islam... et qui en menace la cohésion. L'islamologue français Gilles Kepel a abondamment écrit à ce sujet: la fitna, explique-t-il en substance, c'est le djihad, «mouvement positif par lequel l'Islam cherche à se projeter vers l'extérieur», qui se retourne contre lui-même.

Aussi, «l'Irak est une caisse de résonance de toutes les surenchères djihadistes et est chaque jour davantage le lieu de la fitna, du chaos musulman», écrivait M. Kepel dans *Le Nouvel Observateur* en septembre 2004.

C'est affolés par ce désordre qu'une vingtaine de gouvernements de pays musulmans, dont ceux de la Syrie et de l'Iran, parias des Américains, se présenteront samedi prochain, en compagnie de représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, à la conférence de Bagdad sur la stabilisation de l'Irak.

«Cette conférence est une reconnaissance que l'Irak est en train d'imposer, que la crise est désastreuse, que les choses se détériorent très rapidement et qu'à moins de freiner le mouvement, c'est toute la région qui va en être profondément affectée», affirme Nader Hashemi, spécialiste du Proche-Orient à l'université Northwestern, à Chicago. Pour autant, prédit ce Canadien d'origine iranienne, cette réunion «ne marchera pas parce que les problèmes en Irak sont essentiellement internes».

Non plus qu'il faille, à son avis, «beaucoup attendre de l'annonce selon laquelle les États-Unis acceptent de parler à Téhéran et à Damas».

Tony Snow, porte-parole de la Maison-Blanche, a fermement rejeté l'idée que la participation américaine à la conférence constituait un «changement de politique». M. Hashemi est un de ceux qui le prennent au mot. N'empêche que le président George W. Bush vient d'accepter de faire ce à quoi il se refusait catégoriquement: discuter avec l'Iran au sujet de l'Irak, sans conditions préalables.

À Washington, les tenants de la réalpolitik n'étaient pas loin de pavoiser. Au Congrès, la nouvelle majorité démocrate a salué cette ouverture diplomatique. La réunion de Bagdad pourrait «être un tournant», a publiquement espéré l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger, se réjouissant de ce retour au pragmatisme politique honni par les néoconservateurs. Certains analystes ont instantanément relevé que M. Bush, en acceptant la nécessité de «parler à ses ennemis», comme le recommandait l'Iraq Study Group du duo Baker-Hamilton, tirait des conclusions auxquelles, il y a quelques semaines encore, il refusait de se rendre.

Vrai que la conférence de Bagdad constitue «une reconnaissance par les États-Unis de leur défaite tactique, de leur essoufflement, de leur incapacité à s'imposer par des moyens militaires, à résoudre la situation par eux-mêmes», affirme Sami Aoun, politologue à la chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM. Mais cette reconnaissance s'exprime, dit-il, «en forme minimale et de façon un peu détournée» dans la mesure où la Maison-Blanche, tout en cédant aux pressions de



KAREEM RAHEEM REUTERS

Des chiites et des sunnites irakiens fraternisaient hier lors de la prière.

l'opinion américaine, continue en parallèle à souffler le froid, s'agissant d'épingler Téhéran pour son rôle présumé dans l'armement des milices chiites en Irak et d'exiger, à coups de résolutions adoptées au Conseil de sécurité, qu'il mette immédiatement fin à son programme d'enrichissement de l'uranium.

Chassé-croisé diplomatique

La scène géopolitique au Proche-Orient a été marquée au cours des dernières semaines par une activité diplomatique intensive où «il est intéressant de voir la diplomatie américaine confier en sous-traitance à Bagdad la responsabilité de relayer son point de vue aux Iraniens et aux Syriens», relève M. Aoun. Ainsi le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, proche des Américains, s'est-il rendu en Syrie. Proche de Téhéran comme de Washington, Abdel Aziz Hakim, leader chiite du Conseil suprême de la révolution, un parti qui joue un rôle important au sein de la coalition du premier ministre Nouri al-Maliki, agit aussi comme canal de dialogue.

Non moins intrigante est la première visite qu'effectue ce week-end le président irakien Mahmoud Ahmadinejad — contesté de tous bords chez lui, y compris par les mollahs — au pays de cet allié américain crucial qu'est l'Arabie saoudite, qui sera aussi de la conférence du 10 mars.

Entre Riyad et Téhéran, pôles principaux de l'affrontement entre sunnites et chiites à l'échelle régionale, pas le moindre atome crochu. Entre les deux, une peur réciproque, réelle ou imaginaire, de l'encerclement. Avec l'Égypte et les autres gouvernements sunnites, l'Arabie saoudite, qui pointe par ailleurs les Américains pour la montée en puissance de l'Iran dans la région, agit le spectre du «croissant chiite» (allant de Téhéran au Liban en passant par l'Irak et la Syrie). Téhéran brandit celui de l'encerclement sunnite, en complément de la stratégie d'isolement dans laquelle persiste Washington à l'endroit de l'Iran.

Dans ce contexte, la rencontre de la fin de semaine semble indiquer que Riyad et Téhéran croient aujourd'hui qu'il en va de leur intérêt national respectif d'apaiser les crises politiques, interconfessionnelles et interethniques qui agitent l'Irak et le Proche-Orient. «Comme si, avance M. Aoun, l'Iran et l'Arabie saoudite semblaient se dire qu'ils ont intérêt à négocier une espèce de partage d'influence.»

La dynamique géopolitique au Proche-Orient n'est ni sans ironies ni sans contradictions. Ironique et contradictoire de voir Washington et Téhéran se déchirer tout en soutenant le même

gouvernement chiite à Bagdad. Ironique aussi est le fait, dit le politologue Nader Hashemi, que des régimes autoritaires qui gouvernent sans partage, comme au Caire et à Riyad, acceptent de participer à une conférence destinée à stabiliser l'Irak «et, donc, à asseoir des institutions démocratiques dont ils ne veulent pas chez eux».

Le chaos et le croissant

Au passage, M. Hashemi hache menu quelques-uns des arguments disséminés par Washington — et largement colportés par les médias — pour justifier sa rhétorique militaire contre l'Iran. Il refuse celui selon lequel l'Iran considère comme une menace le développement démocratique de l'Irak. «Sa proximité géographique et le fait que la majorité chiite y ait pris le pouvoir font en sorte que Téhéran n'a objectivement aucun intérêt à perpétuer l'instabilité en Irak, à le voir plonger dans le chaos et la guerre civile.»

Il considère ensuite le tapage autour du «croissant chiite» comme une grossière exagération. «Je doute que la politique étrangère iranienne ait pareil dessein; l'Iran n'a fait que capitaliser sur les erreurs commises aux États-Unis.» Le fameux croissant est, selon lui, «davantage un fantasme néoconservateur qu'une réalité politique» — et un épouvantail religieux dont se servent les régimes autoritaires de la région «pour détourner l'attention de leur incurie et de leur corruption».

Il juge enfin «tout simplement inexact» les affirmations voulant que l'Iran, accusé par les Américains d'armer les milices chiites, soit un acteur principal de la guerre civile. Son opinion rejoint celle de la plupart des analystes, peu portés à penser que l'Iran et la Syrie jouent un rôle majeur de déstabilisation en Irak. «La grande majorité des attaques contre l'occupant américain ont lieu dans le triangle sunnite... Difficile de les mettre sur le dos des chiites.»

Alors, utile au commun des Irakiens, la conférence de Bagdad? Ils sont nombreux à en douter. «Même si tous les pays étaient sur la même longueur d'onde, croit M. Hashemi, je ne crois pas que cela ferait une différence significative dans l'apaisement du chaos interne.» Un apaisement qui passe par une distribution acceptable à toutes les parties de la richesse nationale, l'intégration de la minorité sunnite et un plus grand esprit de compromis de la part de la majorité chiite. «Mon sentiment, c'est que la région s'achemine vers des temps très noirs.»

M. Aoun, qui ne se fait pas d'illusions, tente de se faire moins pessimiste: «Que les États-Unis, qui sont un facteur aggravant, deviennent moins agressifs et agressifs, et ça pourrait être une leur d'espoir.»

Le Devoir

VIVRE

l'État peuvent se donner une vocation religieuse. Toutes les confessions peuvent ainsi en profiter. Un modèle auquel applaudit l'avocat albertain Gerald Chippeur, qui s'est fait une spécialité de défendre des causes touchant la liberté religieuse.

Alan Borovoy, de l'Association canadienne des libertés civiles, constate la persistance et l'intensité de ces pressions et elles l'inquiètent. «Si ces groupes obtiennent le droit d'avoir leurs propres écoles, cela signifie que les enfants ne fréquenteront plus l'école publique où sont éduquées ensemble des personnes de différentes origines et religions, ce qui est très important dans un pays comme le nôtre. [...] Vous risquez de créer une société moins tolérante, moins disposée à accepter les différences religieuses», croit-il.

S'unir pour la vie

Dans les Prairies, c'est le sort des fonctionnaires qui célèbrent les mariages civils qui accapare l'attention actuellement. Leur liberté religieuse leur permet-elle de refuser d'unir des couples gays? Presque toutes les confessions religieuses l'affirment, mais la Saskatchewan, comme le Manitoba, refuse tout accommodement à ce chapitre. En Alberta, on accommode informellement, mais un député, l'actuel ministre et ancien candidat au leadership conservateur provincial Ted Morton, pilote un projet de loi privé pour protéger le droit des fonctionnaires de se désister.

En attendant, un fonctionnaire évangélique chrétien de la Saskatchewan, qui a refusé de

mariage un de ces couples mais a trouvé un collègue pour le remplacer, a fait l'objet d'une plainte devant la Commission des droits de la personne de la province déposée par le couple. Le gouvernement provincial s'est rangé du côté du couple.

«Un commissaire aux mariages doit offrir ses services sans distinction», plaide Thomson Irvine, l'avocat du gouvernement de la Saskatchewan. Refuser de le faire sur la base de convictions religieuses sur l'orientation sexuelle équivaut à refuser de se conformer à la loi, au code provincial des droits de la personne et à la Charte. Mike Megaw, l'avocat du fonctionnaire, réplique que «la liberté de religion ne se limite pas à avoir des convictions mais à agir en conséquence».

Le Canada anglais sait dire non. Les doukhobors, établis en Colombie-Britannique et qui ont pour dogme de vivre le plus près possible de l'état naturel, n'ont jamais obtenu le droit de se promener nus. Les témoins de Jéhovah ne peuvent, de leur côté, refuser des transfusions sanguines à leurs enfants. Mais le Canada anglais sait aussi détourner le regard pour éviter de trancher. Les mormons de la communauté de Bountiful, en Colombie-Britannique, profitent ainsi de l'inaction du gouvernement provincial pour continuer depuis des décennies à pratiquer la polygamie au vu et au su de tous, et ce, même si le Code criminel l'interdit.

Collaboratrice du Devoir

PERSPECTIVES

Élections 2007

Y a-t-il une gauche à Québec ?

Dans la capitale, la droite a réussi à être perçue comme le contestataire du système

ISABELLE PORTER

Québec — «Bonjour, je fais un reportage sur la gauche à Québec, pouvez-vous m'accorder une entrevue?» La réponse a plus d'une fois pris la forme d'un grand éclat de rire. Il faut dire qu'à l'heure de la montée de Mario Dumont et du mystère de Québec, la requête avait quelque chose d'inusité...

La montée de la droite est pour quelque chose dans la candidature de Serge Roy pour Québec solidaire (QS). Ancien président du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et militant altermondialiste bien connu, il est, avec Amir Khadir et Françoise David, l'un des trois grands espoirs du parti dans ces élections. «J'ai voulu me lancer dans un parti de gauche pour que la voix de la gauche se fasse entendre», dit-il. Serge Roy se présente dans Taschereau, le seul comté péquiste à avoir survécu à la vague anti-PQ du dernier scrutin. «J'ai rejeté l'hypothèse qu'on pouvait faire ça par l'intermédiaire du Parti québécois. [...] Pour moi, c'est une perspective à long terme. Ça ne va pas se régler le 26 mars, mais il faut amorcer une stratégie pour faire reculer tout ça, en allant voir le monde sur le terrain, en discutant avec les gens, et la gauche n'a pas fait ça suffisamment dans le passé.»

Non seulement la gauche est attaquée, mais elle semble avoir perdu sa capacité de mobilisation. Depuis le Sommet des Amériques, la plus grosse manifestation à s'être tenue à Québec fut celle... des supporters de CHOI-FM. On aurait pu s'attendre à une forte mobilisation contre le projet de terminal méthanier de Rabaska, par exemple. Or les groupes d'opposants ne sont jamais parvenus à faire sortir le débat de la Rive-Sud. En 2005, la plus importante manifestation dans les rues de Québec a attiré à peine 300 personnes.

Situé en plein cœur de Taschereau, le comité populaire Saint-Jean-Baptiste a été de toutes les luttes sociales au centre-ville ces dernières années. Là aussi l'inquiétude est bien réelle. «On a un peu l'impression d'être une forteresse assiégée», constate avec humour son porte-parole, Nicolas Lefebvre-Legault. «J'aurais beau faire tout ce que je peux pour résister au courant de droite, ce n'est pas ici qu'elle se trouve. L'im-

mense majorité des groupes populaires sont situés dans le centre-ville», lance-t-il à propos du vote des villes fusionnées qui sont devenues les banlieues de Québec. «A tous les niveaux, le pouvoir est obligé aujourd'hui de composer avec la périphérie.»

Enracinés dans le centre-ville, les mouvements de gauche doivent composer avec une dichotomie diablement efficace, alimentée durant des décennies par André Arthur et ses héritiers. D'un côté, un centre-ville qui penche à gauche, la longue administration de Jean-Paul L'Allier, des fonctionnaires soi-disant privilégiés, l'establishment, des artistes pour divertir tout ce beau monde, et des groupes sociaux. De l'autre, les banlieues, les «vrais» travailleurs, les amateurs de sport, les fameux exaspérés par le système séduits par la droite.

Dès lors, le défi de la gauche en est un de catégories. «Le problème, c'est que la gauche est associée au statu quo, et les élites politiques ne s'en rendent pas compte», poursuit Nicolas Lefebvre-Legault, un anarchiste convaincu. «La droite, traditionnellement, c'est l'élite, alors qu'ici, à Québec, la droite monte en se présentant comme contestataire du système.»

Un discours si efficace qu'il parvient même à conquérir... des fonctionnaires! «Je le sais que j'ai des membres qui vont voter pour l'ADQ», concède le président du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), Michel Sawyer. «Ce n'est pas qu'ils appuient les mesures d'abolition de postes, ils veulent surtout faire brasser la cage.» Beau paradoxe quand on sait que l'Etat est l'une des cibles préférées de Mario Dumont, qui capitalise sur les frustrations de la classe moyenne et des travailleurs précaires.

Même au centre-ville, l'ADQ est beaucoup plus populaire que Québec solidaire. Taschereau a beau être considéré comme le comté le plus à gauche de la région, à peine 3 % des électeurs ont voté pour l'Union des forces progressistes (l'ancêtre de QS) lors du dernier scrutin, contre 19 % pour l'ADQ. D'ailleurs, malgré les discours optimistes de ses

collègues, on sent bien que Serge Roy ne croit pas en la possibilité d'une victoire. S'il espère prendre quelques votes aux péquistes déçus, voire aux adéquistes, il s'intéresse surtout aux 30 % d'abstentionnistes de 2003.

Simon Leclerc et Joseph Bergeron font partie de ces 30 % d'abstentionnistes, mais ils n'ont pas l'intention de voter pour Québec solidaire. «C'est beaucoup d'efforts pour trop peu de résultats», résume l'un d'eux. La démocratie représentative, ils n'y croient pas. Fondateurs du bar militant L'Agitée dans la Basse-Ville, les deux jeunes hommes appartiennent pourtant à cette nouvelle gauche révélée dans les rues de Québec durant le Sommet des Amériques. Mais le mouvement antimondialisation a perdu son côté rassembleur.

«Le problème, c'est l'incapacité de la gauche à récupérer le mécontentement des gens», lance Simon Leclerc. La droite crée des problèmes, les gens les subissent et ensuite ils se retournent contre la gauche pour se plaindre. L'usine déménage en Chine, le gars perd sa job et c'est la faute du syndicat. Pendant la saga d'Olymel, je lisais les éditoriaux et j'avais le goût de brailler.»

Son ami ajoute qu'à son avis les gens ne votent pas en fonction de la droite et de la gauche. Un point de vue partagé par Michel Sawyer, du SFPQ. S'agit-il de vœux pieux? Une chose est certaine: certaines valeurs de la gauche, dont l'environnement, trouvent un certain écho au sein de la population.

Si le discours clairement à gauche de Québec solidaire rencontre de la résistance, celui du Parti vert fait des adeptes. Méconnus, peu couverts par les médias, les verts récoltent deux fois plus d'appuis (8 %) que QS (4 %), d'après un récent sondage CROP. Après tout, Québec recèle peut-être plus d'un mystère.

Collaboratrice du Devoir



Michel David

Le boulet

On dit d'un entraîneur de hockey dont les joueurs n'écoutent plus le message qu'il a perdu son vestiaire. Dans le cas d'André Boisclair, on devrait plutôt dire qu'il a perdu son autobus.

Il est tout à fait normal que les journalistes qui «couvrent» la tournée d'un chef de parti cherchent à l'embêter. Une campagne électorale est aussi l'occasion de vérifier le sang-froid d'un homme ou d'une femme qui aspire à diriger le gouvernement et qui pourrait avoir à gérer des crises difficiles.

Il y a toujours quelques questions un peu plus corsées, mais un chef en situation de contrôle arrive néanmoins à imposer son thème du jour. Après seulement dix jours de campagne, M. Boisclair n'y arrive déjà plus. Même s'il refuse de se laisser distraire, chaque point de presse est devenu l'occasion d'une nouvelle séance de torture.

Hier, personne ne semblait plus s'intéresser à ce qu'il avait à dire sur la santé. Le dernier sondage Léger Marketing offrait plutôt un bon prétexte pour revenir sur son impopularité. Étes-vous un boulet pour votre parti, M. Boisclair? Comment empêcheriez-vous les souverainistes de déserteur? Irez-vous chercher de l'aide à l'extérieur? M. Parizeau devrait-il intervenir dans la campagne?

En réalité, l'entourage de M. Boisclair avait déjà pensé à réunir non seulement MM. Boisclair et Parizeau mais également Pauline Marois et Bernard Landry sur une même scène à l'occasion du récent conseil national. On y a finalement renoncé, mais au train où les choses se dégradent, il faudra bien se résoudre à prendre les grands moyens.

On savait déjà le PQ en difficulté dans des régions comme Québec, Chaudière-Appalaches et la Mauricie. Il est encore plus inquiétant de le voir talonné, voire supplanté par les libéraux dans ses forteresses de l'est de Montréal et du Saguenay-Lac-Saint-Jean ou encore par l'ADQ dans Laurentides-Lanaudière. Il n'y a plus une seule région au Québec où M. Boisclair est considéré comme le meilleur premier ministre potentiel.

Hier, les ténors péquistes se sont portés au secours de leur chef. M. Boisclair est «quelqu'un à découvrir», a plaidé Diane Lemieux. «Les gens ne le connaissent pas bien», a renchéri François Legault. A qui la faute? Précisément en raison de la plus grande notoriété de ses adversaires, on aurait dû multiplier les efforts pour permettre aux Québécois de le découvrir.

Certes, M. Boisclair a couru les émissions de télévision légères, mais il s'est tenu loin des tables éditoriales. Pendant des mois, des députés l'ont supplié de dévoiler des éléments de sa plate-forme afin de dissiper la fâcheuse impression qu'il n'avait aucun contenu, mais M. Boisclair considérait que son rôle de chef de l'opposition consistait uniquement à critiquer le gouvernement.

Pour se faire une idée de l'homme qu'était le chef du PQ, la population a dû se contenter de ce qu'on voulait bien lui montrer. L'an dernier, quand une étude d'un professeur de l'ENAP, Robert Bernier, spécialiste en marketing politique, avait conclu que l'homosexualité de M. Boisclair pourrait poser problème en région, Daniel Pinard avait eu le commentaire suivant: «Si ce gars-là disait quelque chose, il est fort possible que son orientation sexuelle jouerait moins.» Lui-même y voyait «l'illustration absolue du vide».

Plutôt que de reconnaître la réalité de l'homophobie, M. Boisclair et son entourage avaient tenté de discréditer M. Bernier, rappelant qu'il avait déjà travaillé pour un ancien ministre libéral... au début des années 70.

Il fallait vraiment jouer à l'autruche pour s'imaginer que la question ne resurgirait pas durant la campagne électorale. Pas plus tard qu'en mai dernier, l'ancien président de l'ADQ, Yvon Picotte, avait fait de grossières plaisanteries sur M. Boisclair lors d'un discours au conseil général de son parti. Le roi de la radio-poubelle à Chicoutimi était tout à fait digne de prendre la relève.

À l'occasion de la Journée de lutte contre l'homophobie, en mai 2006, on avait dévoilé les résultats d'un sondage Léger Marketing auquel avaient répondu 1525 personnes provenant de toutes les régions du Canada.

Six Canadiens sur dix étaient d'avis qu'il était difficile d'afficher ouvertement son homosexualité au travail. Ils estimaient dans la même proportion que cela risquait de nuire à une carrière. Le président de Gai Écoute et de la Fondation Émergence, Laurent McCutcheon, avait conseillé la prudence à ceux qui projetaient de sortir du placard. «Il vaut mieux mesurer l'impact avant de s'engager dans cette voie», avait-il dit.

S'il y a une carrière ou un homme ou une femme s'expose à tous les préjugés, c'est bien la carrière politique. Si cela peut consoler M. Boisclair, il y a pourtant eu, ailleurs au Canada, un premier ministre homosexuel à la longévité politique exceptionnelle, dont les frasques avaient de quoi faire dresser les cheveux sur la tête de tous les bien-pensants de sa province.

Je me souviendrai toujours de l'arrivée de Richard Hatfield à l'aéroport de Regina pour la conférence annuelle des premiers ministres, le 13 février 1985. La veille, une dépêche de Southam News faisait état d'une autre de ces virées qui avaient rendu le premier ministre du Nouveau-Brunswick célèbre d'un océan à l'autre.

En débarquant, il avait lancé à la sauvette à la meute de journalistes qui l'attendaient de pied ferme: «Je m'excuse, mais vous comprendrez que je ne veux pas perdre mes bagages de vue.» Quatre mois plus tôt, on avait découvert 35 grammes de marijuana dans sa valise. Et ce, qui plus est, à bord de l'avion de Sa Majesté Elizabeth II, en visite officielle dans son royaume du Canada.

Dans les années 70, le Nouveau-Brunswick n'était pas précisément le Plateau Mont-Royal. «Disco Dick» l'a pourtant gouverné pendant 17 ans.

mdavid@ledevoir.com

QUÉBEC 2007

Chaque samedi pendant la campagne électorale, *Le Devoir* présentera les propos de trois observateurs chevronnés de la scène politique. Ils nous livreront leurs idées et leurs impressions sur le déroulement de ce grand débat politique.

Jean-François Lisée
Auteur
et analyste politique

L'efficacité de la démagogie

On a vu cette semaine l'efficacité de la démagogie politique. D'abord avec Jean Charest, qui n'a jamais reculé devant une bonne réponse démagogique. C'est un homme très intelligent qui ne se trompe pas lorsqu'il choisit d'être démagogue et qui connaît l'efficacité de la démagogie. Il est très important pour lui que la campagne porte sur le projet référendaire du PQ. Il faut que le sujet tourne là-dessus et non pas sur le mont Orford, sur les listes d'attente ou, globalement, sur son bilan. Il faut qu'il dise des choses tellement fortes, même si elles sont fausses, que ça occupera l'actualité de la campagne pendant 24 ou 48 heures.

Ses réponses sur les transferts fédéraux, qu'il savait loufoques et contraires à la réalité juridique du pays, ont fait en sorte qu'on a parlé de ça pendant trois jours au lieu de parler du bilan de M. Charest. Il y a bien sûr un effet secondaire: ça tire le niveau du débat vers le bas. Mais ce n'est pas quelque chose qui gêne M. Charest.

Il y a toutefois des dangers à la démagogie. En 2003, il avait dit qu'il allait régler le problème des urgences, une chose impossible à faire. On peut gérer le mieux possible mais pas tout régler. C'est venu lui mordre la cheville cette semaine.

Sur le même thème, Mario Dumont est quelqu'un qui réussit à trouver dans le débat social des éléments très populaires. Comme il ne pense pas gouverner, il ne s'embarasse pas de réalisme. On l'a vu sur les accommodements raisonnables ou sur les commissions scolaires. Abolir ou non les commissions scolaires, c'est un débat qui a de la valeur. Mais pourquoi en parle-t-il, lui? Parce que c'est dans l'air. Il sait que ce serait une gaffe monumentale s'il était premier ministre, mais ça colle à une certaine démagogie populaire.

Même chose pour son idée d'un protecteur de la jeunesse. C'est dans l'air. C'est efficace. Mais il y a déjà un protecteur de la jeunesse au Québec. On voit que ce n'est pas réfléchi, mais ça passe dans les sondages.

André Boisclair se retrouve ainsi en déficit de démagogie, et ça le dessert. Sur la question du hijab, il a donné une réponse de gouvernant, très responsable, mais ce n'était pas la bonne réponse politique. Il s'est mis en retrait du courant populaire majoritaire dans la population.

Par ailleurs, les publicités péquistes m'apparaissent rigolotes, bien faites. On n'a pas envie de changer de poste lorsque ça passe. C'est plus convenu au PLQ, mais ça fait partie de la totalité de la campagne des libéraux. Sur les affiches, par exemple, les candidats s'appuient sur leur poing fermé pour nous dire qu'il ne se passera rien. Ne vous inquiétez pas, réallez-nous, nous sommes calmes, pas menaçants. Ce sont des publicités très institutionnelles, rassurantes. Il y a de la cohérence dans le message.

John Parisella
Professeur associé
à l'université Concordia

La semaine des sondages

Autant la première semaine a été dominée par les dérapages, autant je dirais que la deuxième fut dominée par les sondages. C'est un peu malheureux, parce que ça renforce l'idée que la campagne va être dominée par l'actualité. L'électeur risque donc de faire un choix stratégique plutôt qu'idéologique.

Il faudra voir si les intentions de vote pour l'ADQ vont se maintenir et si les choix plutôt populistes de ce parti d'exploiter des tendances à court terme seront payants. Tout reste volatil. En 2003, les gens voulaient du changement. Ils ont regardé le programme de l'ADQ et, à la fin, ont abandonné ce parti parce que ses idées leur faisaient peur.

Cette année, reconnaissons-le, Dumont mène une campagne efficace, plus dans le style de George W. Bush ou de Stephen Harper: des phrases courtes, le sens du clip; il émet des critiques, mais arrive en même temps avec des solutions. Sauf que plus on va se rapprocher des élections, plus les gens vont commencer à regarder son équipe. Et autant le programme de l'ADQ avait été un boulet pour le parti en 2003, autant il est probable que ce soit l'absence d'une équipe solide qui en soit une cette fois.

Au fond, c'est un peu comme la musique dans un ascenseur. C'est intéressant à écouter, mais personne ne va aller acheter le CD.

Jean Charest fait la campagne qu'il souhaitait faire. Je calcule que c'est prudent et bien orchestré. On sent qu'il a plus d'aplomb et d'assurance depuis huit ou neuf mois, et ça continue. Cependant, les attaques des autres partis sur son bilan le forcent à se mettre sur la défensive. Je pense qu'il devra recentrer sa campagne sur les idées et ce vers quoi il veut amener le Québec.

Pour sa part, André Boisclair fait techniquement une bonne campagne. Pas d'erreur importante, mais... on sent dans les sondages que c'est presque devenu un référendum sur M. Boisclair, que le monde écoute moins. C'est comme si on baissait le son de la télé quand il y est. Alors, c'est clair que la performance de M. Boisclair ne se reflète pas dans les sondages. Mais, ce qui s'est passé en pré-campagne, c'est une autre paire de manche.

On peut voir aussi que le PQ éprouve des problèmes avec sa base actuellement. Elle n'est pas au rendez-vous. Le programme était destiné à séduire les incédés, avec les mots «consultation populaire» notamment.

On a vu un changement de cap cette semaine: la réapparition du mot «référendum», l'idée d'en tenir un autre après une éventuelle défaite, puis la présence de M. Parizeau, tout cela est clairement destiné à la base du parti.

Depuis le Sommet des Amériques, la plus grosse manifestation à s'être tenue à Québec fut celle... des supporters de CHOI-FM

Son ami ajoute qu'à son avis les gens ne votent pas en fonction de la droite et de la gauche. Un point de vue partagé par Michel Sawyer, du SFPQ. S'agit-il de vœux pieux? Une chose est certaine: certaines valeurs de la gauche, dont l'environnement, trouvent un certain écho au sein de la population.

Si le discours clairement à gauche de Québec solidaire rencontre de la résistance, celui du Parti vert fait des adeptes. Méconnus, peu couverts par les médias, les verts récoltent deux fois plus d'appuis (8 %) que QS (4 %), d'après un récent sondage CROP. Après tout, Québec recèle peut-être plus d'un mystère.

Collaboratrice du Devoir

Marie Grégoire
Ancienne députée adéquistes
du comté de Berthier

L'heure de rendre des comptes

Il n'y a pas eu de grosse surprise pour moi cette semaine. Les partis et les chefs ont pas mal suivi leur sillon, à l'exception peut-être de M. Charest. Son bilan en santé semble le rattraper. Il avait dit: «Vous me jugerez sur mes résultats», mais les résultats ne sont pas simples à obtenir... Je pense qu'il aura à s'expliquer encore là-dessus, parce que c'est un thème qui sera très présent dans la campagne.

M. Charest a tenté cette semaine d'imputer les maux du système de santé au référendum. Mais il a quand même eu quatre ans de pouvoir pour changer les choses! On ne peut pas pelleter toutes les responsabilités sur les gouvernements précédents. M. Charest doit aussi assumer des responsabilités.

André Boisclair n'a pas eu une semaine facile avec tout ce qui est arrivé en parallèle de la campagne (les commentaires sur son homosexualité). Mais c'est aussi difficile à cause de son obsession référendaire et de sa façon de se présenter aux Québécois. C'est dans sa personnalité, dans la façon de s'y prendre; on sent qu'il n'y a pas beaucoup de «connectivité» émotionnelle avec la population. Quand on en parle aux gens, on entend souvent qu'ils changent de poste lorsqu'ils voient Boisclair. Ça ne s'explique pas, c'est juste comme ça. Et il aura de la difficulté à changer ça, même s'il fait un excellent débat. Il ne peut pas changer complètement, sinon les gens vont se poser des questions.

Mario Dumont fait une campagne énergique sur le terrain, une campagne qui lui ressemble: avec du contenu et proche des gens. Il tient le rythme et là-dessus il peut être satisfait de ses deux premières semaines. Il est plus confiant qu'en 2003 parce que le contexte est fort différent. L'ADQ est sur une pente ascendante cette fois.

Les sondages qu'on a dévoilés cette semaine montrent ainsi qu'il y aura une lutte à trois dans plusieurs régions du Québec. Mario Dumont peut être content de ses résultats. Ça va avec le tempo et le rythme qu'il donne. Les Québécois voient quelque chose là-dedans, ils choisissent l'ADQ pour son programme et ses idées. C'est intéressant de voir que la tendance se maintient.

Par rapport aux publicités, j'ai trouvé celles libérales très traditionnelles; j'ai l'impression que ce sont les mêmes qu'en 2003. Je trouve surtout qu'elles manquent d'énergie. J'ai besoin de voir de l'énergie pour les défis du Québec. Celles du PQ sont plus lumineuses, mais elles ne m'interpellent pas non plus. Je ne suis pas tentée par les publicités négatives.

Autrement, je ne crois pas que le fait que l'ADQ n'ait pas les moyens de se payer des messages publicitaires la desservira: c'est mineur, en ce sens que les gens vont apprécier que ce parti vive selon ses moyens!

Propos recueillis par Guillaume Bourgault-Côté

ÉDITORIAL

Les dangers du surf

La révélation de la présente campagne électorale au Québec est sans contredit l'Action démocratique qui, si elle continue sur sa lancée, influencera de façon déterminante le résultat du scrutin du 26 mars. Les jeux sont loin d'être faits, mais on ne peut exclure aucun scénario, dont celui d'un gouvernement minoritaire. Cette montée inattendue du parti de Mario Dumont suscite autant d'étonnement que d'inquiétude.

De l'Action démocratique, personne ne croyait, voilà un an, qu'elle pourrait jouer le rôle de premier plan qui est le sien aujourd'hui. La défaite de 2003 avait été d'une sévérité implacable et ce parti en était sorti moralement et financièrement abattu. Les cicatrices en sont encore visibles puisque l'ADQ n'a ni les candidats, ni l'organisation, ni les moyens financiers de la dernière campagne. Pourtant, elle occupe une solide troisième place et se rapproche de la deuxième.

La résurrection apparente de ce parti s'explique de plusieurs façons. Tout d'abord, il y a la désaffection d'électeurs péquistes et libéraux insatisfaits soit du leadership d'André Boisclair, soit de la gestion du gouvernement Charest. Pour ces électeurs, l'ADQ apparaît comme une solution de rechange crédible, notamment en raison de la personnalité de son chef, Mario Dumont, perçu comme le plus honnête des chefs des trois principaux partis et comme celui qui est le plus proche des gens. Son image globale est meilleure que celle d'André Boisclair. Ce n'est pas sans raison que le nom officiel de l'ADQ, celui que l'on retrouvera sur les bulletins de vote, est «Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont».

Le programme dont s'est dotée l'ADQ contribue aussi à lui attirer des appuis. L'esprit est rassembleur. Ont été évacuées pour l'essentiel les politiques néolibérales qui, aux élections de 2003, avaient transformé Mario Dumont en «danger public». Pas question cette fois d'abolir la sécurité d'emploi dans le secteur public ou de faire l'éloge de la privatisation dans tous les secteurs, à commencer par ceux de l'éducation et de la santé. Le programme est conservateur, mais pas trop. Quant à la question nationale, elle est revenue sur l'écran radar adéquate. On retrouve le Mario Dumont défenseur de l'autonomie du Québec face à Ottawa, celui qui avait quitté le Parti libéral du Québec en 1992, après que celui-ci eut rejeté le rapport Allaire. Ce retour de l'ADQ à ses origines le fera apparaître à une partie de l'électorat comme le parti du juste entre l'option de la souveraineté défendue par André Boisclair et le fédéralisme-renouvelé-mais-qui-ne-se-renouvelle-pas promu par Jean Charest.

Les deux derniers sondages réalisés par Léger Marketing font toutefois état d'un fort taux de volatilité, de telle sorte qu'il est permis de penser que la popularité actuelle de l'ADQ pourrait s'accroître ces prochaines semaines, tout comme elle pourrait chuter. Par exemple, le scénario d'un gouvernement minoritaire, avec l'instabilité qui s'ensuivrait, pourrait lui coûter bien des votes au dernier moment.

La perspective que l'Action démocratique maintienne le niveau d'appui actuel, voire l'augmente d'ici le 26 mars, devrait nous rendre plus exigeants envers ce parti. Pour l'instant, on se doit de constater que Mario Dumont surfe sur sa vague sans faire l'effort d'articuler ses engagements. Un jour il lance l'idée d'abolir les commissions scolaires sans en évaluer l'impact réel pour le lendemain proposer la création d'un poste de protecteur de la jeunesse, égrenant les propositions comme le Petit Poucet les cailloux, le tout sans cadre financier.

De la part d'un tiers parti dont on sait qu'il exercera dans le débat politique une influence marginale, on peut accepter qu'il agisse ainsi. Or ce n'est plus le cas pour l'ADQ, qui à ces élections aspire à quitter ce statut de tiers parti. On ne pourra, par exemple, prendre au sérieux sa promesse de désengorger les urgences si celle-ci n'est pas accompagnée d'un plan d'action. Comme le Parti québécois et le Parti libéral, il lui faut faire ses devoirs. Autrement, personne ne sera dupe.

bdescoteaux@ledevoir.ca

La différence

Grâce à Michel Tremblay, Claude Charron, Clémence DesRochers et Daniel Pinard; grâce à l'État sorti des chambres à coucher par Pierre Elliott Trudeau, au Bernie de *Jamais deux sans toi*, au film *C.R.A.Z.Y.*, aux mariages gais... il est bien plus facile aujourd'hui d'être homosexuel au Québec. Mais ce n'est pas un acquis pour tout le monde, comme le prouvent les données sur le suicide des jeunes homosexuels et le tabou qui sévit encore dans bien des familles et des milieux de travail.

Dans cette veine, André Boisclair fait figure de pionnier. Il n'est pas le premier politicien à afficher son homosexualité (Pierre Bourgault, par exemple, n'en a jamais fait mystère), mais il est le premier à porter «sa différence», comme il dit, à un aussi haut niveau. Il serait Noir, femme ou autre qu'un «de souche» qu'il en serait au même point. Ségolène Royal, Hillary Clinton, Barack Obama font actuellement face à la même curiosité populaire et médiatique: est-on prêt à avoir une femme ou un Noir à la tête de l'État?

La «différence» peut d'ailleurs se décliner de bien des manières. Aux États-Unis, par exemple, il faut ajouter les questions religieuses: le catholique John Kennedy reste le seul président non protestant qu'aient eu les Américains, et sa religion fut pour lui un handicap.

Il est clair que ces facteurs jouent chez une partie de l'électorat. À quelle hauteur? Difficile à dire parce que la pression sociale joue ici un grand rôle. Lors de la campagne au leadership du Parti québécois, un impressionnant taux de 92 % des électeurs disaient que l'homosexualité d'André Boisclair n'influencerait pas leur choix. Mais récemment, à la question «Par qui feriez-vous garder vos enfants?», seuls 8 % des répondants ont opté pour M. Boisclair. Le fait qu'il n'ait pas d'enfant a sans doute joué, mais les quelques éducateurs en garderie qui sont mâles et gais pourraient longuement parler de la méfiance qui règne chez certains parents à leur endroit...

Derrière les discours socialement acceptables, l'homophobie existe, à divers degrés, et un parti important qui présente le premier chef ouvertement gai ferait preuve de naïveté s'il n'en tenait pas compte. Les propos grossiers d'un Louis Champagne ont leur relais dans la société. Il faut savoir y répondre, et M. Boisclair a passé avec brio le test qui, c'était inévitable, devait finir par lui être imposé.

Quel sera le poids réel de l'homophobie, une fois l'électeur dans l'isoloir? Il est possible que M. Boisclair en souffre, notamment parce qu'il brise la glace. Il est possible aussi que les attaques le servent, parce que les Québécois n'aiment pas l'injustice. Ce qui est sûr, toutefois, c'est que les stratégies péquistes feraient un bien mauvais service en posant leur chef en victime. Les problèmes actuels de M. Boisclair dépassent largement la seule question de sa différence: ils tiennent à l'ensemble de sa personnalité et à ses idées.

jboileau@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

A la fois si près et si loin du but

André Boisclair mène une bonne campagne et pourtant les Québécois semblent se détourner du Parti québécois. Une étude de l'Institut C. D. Howe démontre que le Québec est la province où les gouvernements ont le plus respecté, de 1996 à 2005, leurs engagements budgétaires. La grande majorité de cette période fut passée sous un gouvernement péquiste, et pourtant on semble préférer retourner dans les bras du Parti libéral, celui-là même qui a inspiré Loco Locass à écrire *Libérez-nous des libéraux*. La souveraineté se porte bien dans les sondages, mais les souverainistes se tournent vers l'ADQ et ses promesses autonomistes utopiques.

Que se passe-t-il? Allez-vous mordre à l'appât du fédéralisme d'ouverture tout en sachant très bien que tôt ou tard tout sera à recommencer? Croyez-vous vraiment que les gestes autonomistes de l'ADQ seront applaudis par le gouvernement fédéral et que le Québec sortira ainsi des sempiternelles chicanes? Quelle énergie gaspillée!

Si vous ne faites pas confiance à André Boisclair, vous pouvez au moins faire confiance aux 200 000 membres du PQ, qui sauront s'assurer que le parti respecte ses promesses. Mais pardessus tout, faites-vous confiance, c'est autant

à vous qu'à André Boisclair que revient la responsabilité de faire l'indépendance.

Ne baissez pas les bras et ne détournez pas votre attention de l'objectif fondamental qui est de faire du Québec un pays. C'est plus ardu que de voter en fonction des accommodements raisonnables ou de la santé, mais à long terme, c'est la meilleure voie à suivre pour gérer le Québec à notre manière.

Étienne Boulay
Trois-Rivières, le 28 février 2007

Quelle démocratie!

C'est avec une stupeur certaine que j'ai appris que le «consortium télévisuel» justifiait sa décision d'écarter du débat des chefs de Québec solidaire et du Parti vert en affirmant que ces partis ne formeraient pas le gouvernement ni même l'opposition. Cette affirmation, sans doute fondée sur les sondages, constitue une usurpation du processus démocratique.

Ne sont-ce point encore les citoyens, dans la relative intimité de l'isoloir, qui décident qui sera élu et qui ne le sera pas? N'est-ce pas le rôle des médias de faire connaître les différents programmes des partis, de permettre à la population de faire un choix éclairé? Est-il normal que ces médias, surtout deux réseaux de télévision largement financés par l'ensemble de la population du Québec, Radio-Canada et Télé-Québec, se substituent

aux citoyens pour décider qui formera ou le gouvernement ou l'opposition?

Si tel est le cas, pourquoi dépenser des millions de dollars pour organiser des élections? Un sondage fera aussi bien l'affaire!

Claude Gaudreau
Rimouski, le 1^{er} mars 2007

Les amis

Au cours de patinage, à la petite école, les enfants se font couramment appeler «les amis» par les personnes responsables. «Venez les amis», «Tenez! C'est pour tous les amis». Le vocable «ami» en est venu à représenter la quantité, le groupe, l'ensemble et non plus une relation d'intimité avec une personne chère. À trop démocratiser, il me semble qu'on en soit arrivé à une banalisation du concept de l'amitié. Les enfants sont des enfants et les appeler par ce terme ne leur cause aucun préjudice ni sentiment d'infériorité. C'est dommage que cette généralisation abusive soit maintenant passée dans le langage courant. Comme l'a mentionné Confucius: «Quand les mots perdent leur sens, les gens perdent leur liberté.» De choisir ses amis, au lieu de se les faire imposer par une personne au statut d'autorité. Soyez prudent! L'amitié vaut plus qu'un terme politiquement correct pour enfants!

Sophie Breton
Québec, le 1^{er} mars 2007

REVUE DE PRESSE

Pour la sécurité du pays...

Manon Cornéliier

Allez! Quelle volée de bois vert! Ni Stephen Harper ni Stéphane Dion n'ont été épargnés après que le Parlement a voté contre la reconduction de deux clauses de la loi antiterroriste qui arrivaient à échéance jeudi. Le gouvernement Harper voulait reconduire intégralement pour trois ans ces dispositions sur la détention préventive et les auditions d'interrogatoire. Les libéraux ont fini par s'y opposer, malgré des divisions internes, Stéphane Dion invoquant la protection des droits fondamentaux et imposant la ligne de parti.

L'Ottawa Citizen avoue que les deux points de vue se défendaient; encore eût-il fallu tenir un débat sincère pour les exposer. Les deux partis ont préféré s'accuser de tous les maux et s'insulter pour des raisons partisans. Ce thème est repris à travers le pays. Le *Winnipeg Free Press* ne se surprend pas que les Canadiens soient plus complaisants face au terrorisme quand la question de la sécurité nationale est traitée comme une simple pomme de discorde entre les deux principaux partis. La Cour suprême a montré qu'il était possible de trouver un équilibre entre la sécurité et la protection des droits, dit le *WFP*, «de telles lois exigent que le souci pour le pays passe avant celui pour le parti, que n'ont pas montré MM. Harper et Dion durant ce débat».

«La sécurité du pays mérite mieux que l'approche juvénile adoptée par MM. Harper et Dion», renchérit le *Globe and Mail*. Un débat sérieux s'imposait, mais le premier ministre a décidé de jouer la ligne dure, exigeant la reconduction des deux clauses sans intégrer des amendements suggérés unanimement par un comité parlementaire. Il est en plus permis une attaque personnelle contre un député libéral. M. Dion, selon le *Globe*, s'est pour sa part opposé sans offrir de justifications sérieuses, surtout après que M. Harper eut suggéré, à la onzième heure de prolonger les clauses pour seulement six mois, le temps de les revoir dans le calme. Difficile à

faire cependant, après une discussion «qui a l'air de Dieu sait quoi avec ces insultes et demandes d'excuses», déplore Barbara Yaffe, du *Vancouver Sun*.

Dessous

Jonathan Kay, du *National Post*, ne s'insurge pas contre les allusions faites par Stephen Harper contre le libéral Navdeep Bains. M. Harper avait laissé entendre que la position libérale sur les deux clauses visait à protéger le beau-père du député, un témoin éventuel à l'enquête sur la tragédie d'Air India. Kay dit que ce geste a eu le mérite d'attirer l'attention sur la dépendance des libéraux envers la politique ethnique. «Il n'y a aucun doute que certains intérêts ethnopolitiques mènent la barque ici.» Il affirme savoir, de quelques libéraux, que les quelques centaines de délégués sikhs qui ont appuyé Gerard Kennedy et ensuite Stéphane Dion l'ont fait en échange d'une promesse de mettre fin à ces clauses. Des musulmans aussi auraient marchandé leur appui, soutient Kay. «Aucune personne raisonnable ne s'oppose à la participation politique des minorités ethniques. Ce à quoi on doit s'opposer, cependant, c'est la manipulation en masse de délégués ethniques d'un camp à l'autre par des leaders communautaires ou leurs représentants.» Selon Kay, y résister permettrait aux libéraux de mieux lutter contre le terrorisme mais aussi d'éviter l'effet corrosif que peut avoir l'«ethno-politics».

La presse



du Canada

Jonathan Kay, du *National Post*, ne s'insurge pas contre les allusions faites par Stephen Harper contre le libéral Navdeep Bains. M. Harper avait laissé entendre que la position libérale sur les deux clauses visait à protéger le beau-père du député, un témoin éventuel à l'enquête sur la tragédie d'Air India. Kay dit que ce geste a eu le mérite d'attirer l'attention sur la dépendance des libéraux envers la politique ethnique. «Il n'y a aucun doute que certains intérêts ethnopolitiques mènent la barque ici.» Il affirme savoir, de quelques libéraux, que les quelques centaines de délégués sikhs qui ont appuyé Gerard Kennedy et ensuite Stéphane Dion l'ont fait en échange d'une promesse de mettre fin à ces clauses. Des musulmans aussi auraient marchandé leur appui, soutient Kay. «Aucune personne raisonnable ne s'oppose à la participation politique des minorités ethniques. Ce à quoi on doit s'opposer, cependant, c'est la manipulation en masse de délégués ethniques d'un camp à l'autre par des leaders communautaires ou leurs représentants.» Selon Kay, y résister permettrait aux libéraux de mieux lutter contre le terrorisme mais aussi d'éviter l'effet corrosif que peut avoir l'«ethno-politics».

Tolérance sportive

L'expulsion d'une joueuse de soccer qui portait le hijab lors d'un match à Laval a fait le tour du pays. Lundi soir, le bulletin de fin de soirée de CTV, le plus écouté au pays, y consacrait tout un reportage, ignorant complètement la campagne électorale provinciale. L'Ottawa Citizen résume bien l'opinion générale. Le hijab ne représente pas un risque sur un terrain de soccer, les joueuses qui le souhaitent devraient pouvoir le porter. «Une interdiction générale des couvre-chefs peut, comme on le voit, transformer un traitement égal en règle discriminatoire.»

re.» Dans ce cas, elle a pour effet d'exclure toutes les musulmanes pratiquantes de ce sport. Le quotidien ne met pas en doute la bonne foi de l'arbitre, mais son geste illustre les dangers d'appliquer aveuglément les règles. Le *Citizen* rappelle que, lorsque cela est possible, on doit chercher à accommoder les gens, mais il insiste sur le fait que l'accommodement doit rester raisonnable, ce qui n'est pas toujours possible. Cependant, tel n'était pas le cas cette fois, affirme-t-il, et il applaudit à la solidarité montrée par d'autres équipes.

On compte ses sous

La campagne aidant, il y a des nouvelles qui attirent peu l'attention au Québec ces jours-ci. Au Canada anglais, cependant, pratiquement aucun journal n'a raté la dépêche de *Canadian Press* qui faisait état des voyages en avion de Stephen Harper. L'agence a appris que le premier ministre refusait de rembourser le plein prix des vols effectués à des fins personnelles ou partisans. Il insiste pour payer l'équivalent d'un billet commercial alors que les frais sont nettement supérieurs.

Des idées à saveur électorale?

Indexation des droits de scolarité ou gel? Que diriez-vous d'une réduction? Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, la province où les droits de scolarité sont les plus élevés au pays, négocie un plan de financement avec ses universités qui prévoit une réduction des droits de scolarité. Le *Halifax Chronicle-Herald* rapporte que l'accord pourrait entrer en vigueur plus tôt que prévu, au grand plaisir des étudiants.

Parlant d'éducation, le nouveau gouvernement albertain d'Ed Stelmach jongle avec l'idée de faire construire des écoles au moyen de partenariats public-privé, les fameux PPP. Plusieurs se demandent si la formule convient au secteur de l'éducation, surtout que Stelmach semble croire que cela changera le rôle des commissions scolaires en matière d'entretien des édifices, rapporte Don Braid, du *Calgary Herald*. La Nouvelle-Écosse a tenté l'expérience des écoles PPP dans les années 1990 et l'a abandonnée.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

L'effronterie de l'ADQ et les problèmes réels dont ne parle pas Mario Dumont

LOUISIANE GAUTHIER
Psychologue aux Centres jeunesse
de Montréal

La récente commission parlementaire sur les amendements à la Protection de la jeunesse nous force à féliciter le gouvernement et l'opposition officielle pour leur sérieux et leur discipline devant la gravité du sujet. Ils ont créé une avancée considérable pour la situation des enfants abandonnés du Québec en mettant à niveau la Loi sur la protection de la jeunesse et l'état des connaissances cliniques sur le développement des enfants. C'est une avancée de civilisation.

L'absence de l'Action démocratique du Québec (huit présences en trois mois) aux sessions de la commission parlementaire, son incapacité à présenter des amendements qui auraient permis d'améliorer cette loi et, en définitive, son refus de voter en faveur des amendements qui l'amélioreraient effectivement ont brisé une unanimité qui, jusqu'à sa venue sur la scène politique, nous avait montré que les parlementaires étaient au-dessus de toute partialité et de toute mesquinerie quand les enfants maltraités du Québec étaient en cause. L'ADQ portera devant l'histoire de l'évolution de la Loi sur la protection de la jeunesse l'odieuse d'une grande dérivole devant les besoins démontrés des enfants souffrant d'abandon et de sévices au Québec.

Le plus urgent

À l'heure actuelle, plus de 31 000 enfants sont sous la Loi sur la protection de la jeunesse. Parmi eux, il y a plus de 6000 enfants de moins de cinq ans. Nous sommes en pénurie chronique de familles d'accueil, notamment pour les plus petits. Celles que nous trouvons s'occupent des enfants 24 heures sur 24 et reçoivent 28 \$ par jour alors que les CPE reçoivent 42 \$ pour quelques heures de présence. Juste pour cette mise à niveau élémentaire, il faut 60 millions de dollars. [...]

Les amendements récents nécessitent une injection d'argent pour que les enfants de zéro à cinq ans soient l'objet d'une intervention intensive, rigoureuse et compétente. Là encore, il faut une injection de 60 millions. Le Parti libéral offre 30 millions pour les jeunes en difficulté, mais ce n'est qu'une première étape si on tient compte des besoins. Mario Dumont nous offre un ombud-

man. Pour le moment, il y a beaucoup plus urgent.

Parler plus fort

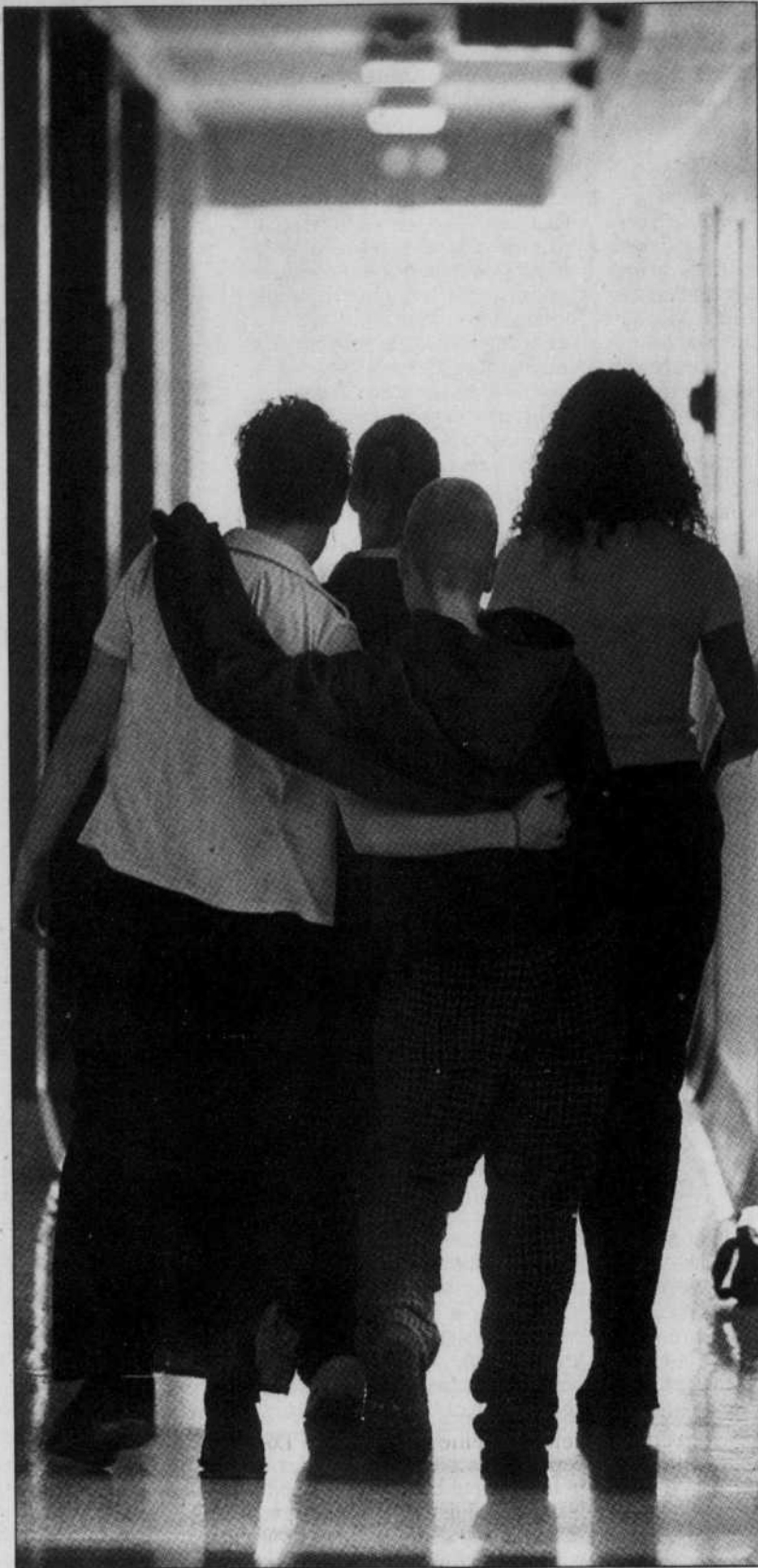
De la part d'un parti qui s'est montré si peu dévoué à la cause des enfants et qui prend une posture électoralement commode, nous ne devons pas nous empêcher d'examiner éventuellement cette idée d'un ombudsman des enfants. Il est grand temps que les enfants qui souffrent aient quelqu'un qui parle publiquement en leur nom de façon fondée et documentée. J'aurais aimé à plusieurs occasions que les directeurs de la Protection de la jeunesse le fassent avec fracas et interpellent publiquement nos concitoyens et les autorités responsables des enfants qui ont besoin de la protection de l'État. Les compressions dans le domaine de l'enfance démunie au cours des années 90 ont été un désastre humain.

Qui dit fracas dit médias. Les DPJ, aux premières loges de cette grande détresse, ne veulent pas la profaner en la transformant en spectacle. Ils sont réfractaires aux shows médiatiques et préfèrent tenter de convaincre les instances responsables que sont les officines gouvernementales. À mon avis, ils ont tort de ne pas aller sur la place publique. Ils devraient faire rapport chaque année à l'Assemblée nationale sur l'état de nos enfants, car les enfants en détresse ont besoin que leur protecteur parle à leur société.

L'Association des centres jeunesse du Québec, dont les membres sont cliniquement responsables de la très grande proportion des enfants qui ont besoin de la protection de l'État, a aussi un devoir de parole publique envers ces enfants. Elle représente ceux qui soignent ces enfants et qui les portent quotidiennement. Elle doit relayer la douleur des enfants et leur donner une existence dans le discours public pour démontrer leurs besoins criants.

Au nom des cliniciens qu'ils représentent, les centres jeunesse doivent cesser d'absorber, sans mot dire, les critiques souvent mesquines et fausses des thuriféraires patentés de l'indignation et pointer les responsabilités des diverses collectivités: professionnelles, décisionnelles, administratives et... médiatiques. [...]

Les intervenants sont au front pour une guerre moderne mais sont confinés dans les tranchées avec les armes du temps de la guerre de 14-18. Pour diminuer l'écart entre ce que les cliniciens savent faire et ce qu'ils peuvent faire, il faut plus qu'un ombudsman, M. Dumont! Si vous voulez une rédemption devant l'histoire, offrez et exigez de vos adversaires les sommes nécessaires à une véritable protection de l'enfance au Québec. [...]



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les centres jeunesse doivent cesser d'absorber, sans mot dire, les critiques souvent mesquines et fausses des thuriféraires patentés de l'indignation.

Qui doit participer au débat des chefs?

DENIS MONIÈRE

Professeur au département de science politique
de l'Université de Montréal

A toutes les élections, l'organisation du débat télévisé soulève la question du nombre de chefs invités à y participer. Le législateur, pour ne pas entraver la liberté de la presse, s'est refusé à légiférer sur cette question, ce qui explique qu'il n'y ait aucune référence au débat télévisé dans la loi électorale du Québec. Par ailleurs, le législateur, dans un souci d'équité, a réglementé la distribution du temps d'antenne mis gratuitement à la disposition des partis. L'article 423 prévoit que les télédiffuseurs doivent offrir un tel service de façon équitable aux partis représentés à l'Assemblée nationale et aux partis qui ont recueilli au moins 3 % des votes valides aux dernières élections générales.

Les débats télévisés étant du temps d'antenne gratuit, le Directeur général des élections refuse d'intervenir dans l'organisation du débat et s'en remet au consortium des télédiffuseurs. Les chaînes n'invitent donc que les chefs des partis représentés à l'Assemblée nationale.

Mais le consortium des télédiffuseurs n'est pas le seul décideur. Il doit s'entendre avec les partis qui répondent à ces critères et négocier la formule du débat et le nombre de participants. Ainsi, en 1985, même si le Parti indépendantiste était représenté à l'Assemblée nationale, il n'y a pas eu de débat télévisé parce que le PLQ et le PQ n'ont pas voulu donner de visibilité à ce jeune parti.

Les chefs de parti qui sont exclus du débat en vertu de cette clause protestent et dénoncent cette injustice qui les prive d'une tribune médiatique exceptionnelle. Ne pas être vu au débat des chefs affecte la crédibilité de ces partis qui ne sont pas admis à cette grande messe médiatique. Cela crée deux classes de partis: les partis sérieux qui ont une chance d'accéder au pouvoir et les autres, marginaux, qui ont peu de chances de faire élire un seul député. Il y a en quelque sorte une barrière à l'entrée dans le système politique, et un parti doit faire la preuve de sa pertinence avant de pouvoir accéder au partage du temps d'antenne.

L'intérêt du public serait-il mieux servi si on abolissait cette restriction? Les petits partis soutiennent que les électeurs devraient avoir connaissance de toutes les offres politiques sur le marché électoral pour faire un choix éclairé. Mais si cette logique en apparence irréfutable était appliquée, il faudrait alors admettre au débat tous les partis qui présentent des candidats aux élections. On ne voit pas très bien au nom de quoi il faudrait pratiquer une discrimination entre les petits partis et accepter les verts et Québec solidaire et exclure d'autres formations comme le Parti communiste, le Parti marxiste-léniniste ou le Bloc Pot, par exemple. Les dirigeants des verts ou de Québec solidaire rétorqueront sans doute que leurs inclusion se justifierait par l'intérêt que les médias leur accordent ou les résultats des sondages, mais ces critères de sélection seraient tout aussi arbitraires que ceux prévus dans la loi qui les empêchent eux-mêmes de participer. Il ne serait d'ailleurs pas indiqué de se fier aux sondages, compte tenu des marges d'erreur pour décider qui participe. Les résultats du dernier scrutin général sont à cet égard un indicateur plus fiable. Quoi qu'il en soit, pour répondre au vœu de justice de Françoise David, il faudrait donc accepter une douzaine de participants.

Cette profusion de discours enlèverait tout son sens au mot «débat». On assisterait à une série de prises de position parallèles sans qu'il y ait de discussion cohérente entre les options en présence. L'électeur ne serait pas nécessairement mieux servi, car il pourrait difficilement évaluer de façon comparative les multiples positions sur une foule d'enjeux. Cette forme de débat polyphonique ou de conférence de presse parallèle mobiliserait moins l'intérêt des électeurs et diluerait l'attention des téléspectateurs qui, il faut le reconnaître, sont attirés par l'affrontement des chefs.

Il semble y avoir une relation entre le nombre de chefs qui participent au débat et le degré d'intérêt des téléspectateurs. Ainsi, les débats qui, aux élections fédérales, ont opposé trois chefs ont attiré plus de deux millions de téléspectateurs québécois, mais l'auditoire est tombé à un million lorsque le nombre de chefs est passé à cinq. De même, le débat du 31 mars 2003 avec trois chefs a attiré plus de deux millions d'auditeurs. Si on en juge par l'expérience passée, on peut douter que l'augmentation du nombre de chefs dans le débat télévisé accroisse le nombre d'auditeurs, et il est fort probable que la multiplication réduise en fin de compte le degré d'information des électeurs, qui seraient moins nombreux à s'exposer aux discours électoraux.

Il faut enfin rappeler que l'exclusion du débat n'est pas nécessairement un handicap pour un nouveau parti. Lors de sa première présence électorale, le chef de l'ADQ avait plutôt capitalisé sur son absence au débat pour accroître son capital de sympathie. Le débat sur le débat a attiré l'attention du public sur son parti et fait passer les intentions de vote à son endroit de 3 % à 9 %. Même s'il n'a pas participé au débat télévisé, ce parti a réussi à s'imposer de façon durable dans la vie politique québécoise. La participation au débat ne décide pas de la vie ou de la mort des partis. Les partis qui satisfieront aux critères de la loi pourront espérer participer au débat lors du prochain scrutin, qui pourrait avoir lieu dans quelques mois advenant l'élection d'un gouvernement minoritaire.

La chronique de Denise Bombardier
reviendra la semaine prochaine.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Stephen Harper et le test de la gouverneure générale

CHANTAL HÉBERT

Chroniqueuse politique au Devoir
et au Toronto StarExtraits de l'essai French Kiss - Le
rendez-vous de Stephen Harper avec
le Québec (Éditions de l'Homme,
2007)

Au Québec, les chamailleries entre le gouvernement fédéral et les provinces au sujet du pouvoir et de l'argent constituent le bruit de fond de la vie politique quotidienne, un bruit que beaucoup de Québécois ont fini par ne plus vraiment entendre. Mais lorsque la conversation passe au côté plus symbolique de la politique, le Québec ouvre grand ses oreilles.

La plupart du temps, c'est sur ce terrain délicat, plutôt que sur le front plus technique des relations fédérales-provinciales, que les politiciens passent ou cassent au Québec. Comme Sheila Copps a pu le constater avec l'épisode des drapeaux, un faux pas peut anéantir des années de travail acharné pour acquérir de la crédibilité. À l'été 2005, à peine quelques mois avant la campagne électorale, ce genre de test attendait Stephen Harper.

Une nomination controversée

Au mois d'août 2005, Paul Martin mettait fin à des mois de tergiversations en nommant la journaliste Michaëlle Jean au poste de gouverneure générale. À première vue, tout indiquait que le premier ministre venait de faire un bon coup. Née en Haïti et parfaitement intégrée à la société québécoise, Mme Jean projetait l'image d'un des aspects du Québec les plus méconnus dans le reste du Canada, soit le caractère de plus en plus diversifié de sa communauté francophone.

Vu sous l'angle partisan des libéraux,

le fait qu'elle provenait d'une des communautés culturelles courtisées par le Bloc québécois en vue des élections constituait un atout supplémentaire.

Puis, dans ce qui restera dans les annales comme un des épisodes les plus loufoques de la saga Québec-Canada, certains souverainistes ont entrepris d'«exposer» au grand jour les «accointances» souverainistes de Mme Jean et de son époux, Jean-Daniel Lafond, des accointances dont le premier ministre, pour des raisons de sécurité nationale, aurait présumé dû être informé par la GRC ou le SCRS et dont il aurait dû tenir compte pour renoncer à en faire le nouveau couple vice-royal.

Quelques-uns des commentateurs anglophones les plus en vue au pays et certains des membres les plus éminents de la famille conservatrice canadienne ont immédiatement demandé à Paul Martin d'annuler cette nomination. Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, celui du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, et celui de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, ont tous formulé des doutes quant aux antécédents politiques de la future gouverneure générale.

L'homme prudent

De ce grand chœur à consonance fortement conservatrice, le chef de l'opposition officielle Stephen Harper a été remarquablement absent. Envers et contre l'avis de certains de ses conseillers, le chef conservateur a résisté aux exhortations de ceux qui auraient voulu le voir réclamer en leur nom la tête de Michaëlle Jean.

Harper a plutôt commencé par accepter les assurances du premier ministre voulant que l'affaire se résume à une tempête dans un verre d'eau. Quand il s'est avéré que cela ne serait pas suffisant pour faire taire les critiques, le chef conservateur s'est rapidement replié sur une déclaration for-

melle de Mme Jean, selon laquelle elle et son conjoint n'avaient jamais éprouvé envers le Canada autre chose que de l'amour, pour ensuite passer à autre chose.

En rétrospective, il est tout à fait possible que le Bureau du premier ministre ait fait preuve de négligence dans la préparation du dossier de Michaëlle Jean. À l'époque, les allégations des critiques de la candidate du premier ministre, pourtant fondées sur des déclarations publiques du couple, ont bel et bien semblé prendre l'entourage de Paul Martin au dépourvu. De toute évidence, personne n'était équipé pour défendre efficacement cette nomination, ce qui aurait normalement dû être une formalité si le premier ministre avait nommé Mme Jean en toute connaissance de cause. [...] Toutefois, autre signe que Stephen Harper n'avait aucun intérêt à alimenter l'affaire, son parti n'a jamais soulevé cette question aux Communes à la reprise de la session, quelques semaines plus tard.

Libéraux et bloquistes n'ont rien vu

L'avenir n'allait pas tarder à cautionner la grande prudence de Stephen Harper. Dès son entrée en fonction, Michaëlle Jean a conquis ses plus virulents critiques anglophones. Dans le style maniaco-dépressif qui caractérise souvent le débat national au Canada, les appels à l'exécution politique de Michaëlle Jean ont cédé la place à des manifestations publiques d'adulation. Certaines des mêmes personnes qui réclamaient sa tête quelques semaines plus tôt se sont littéralement prosternées au pied de la nouvelle représentante de leur souveraine.

Si Stephen Harper s'était joint au chœur des récriminations, il est tout à fait possible que Michaëlle Jean ne serait jamais devenue gouverneure générale. Les tensions qu'aurait pu provo-

quer la chasse aux sorcières dont elle a fait l'objet, que les militants souverainistes responsables de cette controverse avaient d'ailleurs prédite, se seraient probablement concrétisées. Le chef conservateur aurait ainsi comblé les attentes de certains de ses partisans les plus convaincus à un moment où beaucoup doutaient de sa capacité de mener son parti à une victoire électorale.

Mais Harper aurait également sacrifié la proie du pouvoir pour l'ombre d'une victoire morale auprès de sa base. Sa participation à une vendetta contre Michaëlle Jean aurait vraisemblablement anéanti ses chances de se faire entendre au Québec aux élections suivantes. Si l'affaire Jean avait tourné au vinaigre avec la participation active de Stephen Harper à la controverse, bon nombre de Québécois ne lui auraient pas pardonné son rôle dans ce qui serait devenu un épisode à forte saveur de maccarthysme à la canadienne.

Le nouveau Parti conservateur aurait ainsi fait reculer les aiguilles de l'horloge pour revenir — dans l'esprit de bien des gens, tant au Québec qu'à l'extérieur — aux sources antiques et antilibérales du Parti réformiste. Ses espoirs de supplanter les libéraux et de s'imposer comme la principale option fédéraliste au Québec auraient été mort-nés.

Si Gilles Duceppe et Paul Martin avaient été à la recherche d'un indice probant confirmant que Stephen Harper avait des visées sérieuses aux élections, l'épisode Jean le leur aurait fourni. Mais à l'été 2005, l'idée que les conservateurs allaient être des joueurs avec lesquels il faudrait compter au Québec ne traversait l'esprit ni du chef du Bloc ni du premier ministre fédéral. De fait, l'un comme l'autre tenaient pour acquis que cela n'arriverait probablement pas d'ici la fin de leurs carrières politiques respectives. [...]

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (communisme), Isabelle Far (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duches, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cabaret Culture), Julie Carpentier (pupitre); Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphanie Baillargeon (reporter); Paul Cauchon (médias), Caroline Montpeit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reity (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, Françoise Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Putrisc (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information: Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communisme); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Patrick Cossotte (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Zelerac; L'ADMINISTRATION Stéphanie Roger (contrôleurs), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Laffleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Sartre et les Dixie Chicks

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. *Le Devoir* leur a lancé le défi à eux, mais aussi à d'autres auteurs, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand philosophe. Toutes les deux semaines, nous publions leur *Devoir de philo*.

DANICK TROTTIER
Docteur en musicologie
à l'Université de Montréal
et à l'EHESS de Paris

Mars 2003. Les capitales occidentales voient des marées humaines déferler et protester contre ce qui semble maintenant inévitable: une invasion américaine en Irak. A moins de dix jours du déclenchement des hostilités, le groupe country Dixie Chicks, à l'itinéraire plutôt stable, fera la douloureuse expérience de se dissocier des visées de l'administration Bush. Devant des milliers de fans réunis au Shepherd's Bush Empire de Londres, la chanteuse Natalie Maines déclare: «*Just so you know, we're ashamed the President of the United States is from Texas.*»

Formé au Texas en 1989, le groupe venait alors d'entrer dans une phase semée d'embûches, celle de devoir se justifier et, admettant, d'assumer ses convictions malgré le tollé que celles-ci soulevaient dans une Amérique où le patriotisme impose sa doxa. Et le chemin parcouru depuis mars 2003 n'aura pas été des plus faciles pour le trio: stigmatisé par la droite américaine, boycotté par les stations de radio country, l'ostacisme atteindra un sommet lorsqu'elles recevront des menaces de mort et se feront dire, en référence au bouquin de la néoconservatrice Laura Ingraham: «*Shut up and sing!*»

Adoptant une attitude défensive à partir de cet épisode, les Dixie Chicks auront fait l'expérience de ce que Sartre nomme la contingence historique. Elles se seront retrouvées à faire l'histoire en devenant partie prenante de celle-ci, de telle sorte qu'au sortir de cette épreuve, elles modifieront profondément leur style en évoluant vers le country-rock tout en marquant une coupure avec leur public républicain qui les aura boudées. Ainsi allaient-elles répliquer en 2006 avec l'album *Taking The Long Way* et la chanson phare *Not Ready To Make Nice*, exprimant

la volonté de persister dans leur droit de s'opposer à la guerre en Irak.

Qu'aurait pensé Jean-Paul Sartre de l'attitude des Dixie Chicks? Assurément, les transgressions qu'opèrent les Dixie Chicks au moment où l'hystérie collective semble faire obstacle à l'esprit critique vont dans le sens d'une prise de conscience politique qu'aurait saluée Sartre. Du reste, malgré que ses préférences aient été du côté de la musique classique, du jazz et de la chanson française, l'intellectuel engagé a toujours vu dans l'art américain (son hommage à Charlot avec *Les Temps modernes*) une façon de s'opposer à Théogonie de Washington.

Vers l'engagement

Il est pertinent de rappeler que la notion d'engagement a émergé dans le contexte français de la Deuxième Guerre mondiale, où se sera posée plus que jamais la possibilité d'une résistance artistique. Dès lors, des modèles auront pris forme (*Liberté* d'Éluard, par exemple) et auront influencé Sartre dans sa conviction d'une nécessité d'interroger le statut de l'écrivain: «*Qu'est-ce qu'écrire? Pourquoi écriv-on? Pour qui?*»

Ces questions, qui reviennent à circonscrire la fonction de l'art et à déplacer la conscience artistique vers le pôle de la réception, sont posées dans une série d'articles publiés en 1947 dans la revue *Les Temps modernes* et repris l'année suivante sous forme d'essais dans *Qu'est-ce que la littérature?* Là résident les fondements théoriques de l'engagement artistique et la possibilité d'une compréhension d'un concept trop souvent galvaudé.

Quant aux Dixie Chicks, elles auront confronté deux préceptes au fondement de la pensée sartrienne de la fin des années 40: le choix échu à tout artiste de prendre position et le pouvoir des mots. S'appuyant sur le fait que leur public était de manière générale en faveur de l'administration Bush (la convergence de la droite et du country) et qu'elles étaient originaires du Texas,

les Dixie Chicks auraient pu décider de se taire. Mais un sentiment moral les a plutôt poussées à dire publiquement ce qu'elles pensaient de la situation politique en cours. Pour paraphraser Sartre, toute situation oblige l'être à faire des choix et à prendre position par rapport aux contingences à travers lesquelles il projette sa propre action. Il résumera sa pensée dans une formule-choc: «*Il ne s'agit pas de choisir son époque mais de se choisir en elle.*»

Or, si la prise de parole des Dixie Chicks était délibérée par rapport à leurs convictions politiques, la conscience de l'interdit qu'elles transgressaient à un moment aussi critique l'était beaucoup moins. Elles n'avaient pas totalement conscience de la seconde sommation sartrienne: «*Les mots, comme dit Brice Parain, sont des "pistolets chargés".*» En effet, elles n'ont pas toujours su contrôler la fuite interprétative dans laquelle seront entraînés leurs propos de départ.

En ce sens, plutôt que de s'excuser d'avoir manqué de respect à l'endroit du président Bush, comme le fera Natalie Maines le 14 mars 2003, Sartre les aurait invitées à porter le flambeau de la résistance de manière à assoier leurs convictions sur davantage de cohérence. Bref, il fallait du courage ce jour-là pour aller à contre-courant, cependant que leur action aurait dû être plus réfléchie et accompagnée de stratégies pérennes.

Après quelques tergiversations, voyant qu'elles s'étaient embarquées dans une structure de pouvoir dont elles étaient inévitablement les victimes, les Dixie Chicks ont dû riposter et se montrer conséquentes par rapport à leur première prise de position publique. Fait paradoxal, c'est en quelque sorte leurs ennemis qui les ont obligées à s'engager définitivement en faisant un symbole de l'opposition en Irak. Elles auront alors ressenti que la liberté, comme Sartre n'a eu de cesse de le répéter, se présente comme une réalité ontologique indépassable qu'il s'agit toujours de reconquérir.

Du moment qu'elles posent nues pour le magazine *Entertainment Weekly*, le 2 mai 2003 (se gardant bien, toutefois, de montrer leurs parties intimes), elles confrontent leurs détracteurs en revendiquant une liberté d'expression et le droit à leur position politique. Cet événement peut être interprété comme une étape vers une éthique de l'engagement au sens où l'entendait Sartre, c'est-à-dire, pour les Dixie Chicks, de mettre leur art au service de leurs convictions et de surmonter l'anathème qui déferle sur elles.

En effet, les Dixie Chicks auraient pu poursuivre paisiblement leur parcours artistique et s'en remettre au postulat de l'art pour l'art,



CHRISTIAN TIFFET LE DEVOIR

L'engagement, pour Jean-Paul Sartre, est toujours source d'espoir.

ce que Sartre aurait vigoureusement dénoncé comme un manquement au devoir social. Le philosophe insistait sur le fait que l'artiste, de par le modèle qu'il représente et la fonction qu'il occupe dans la société, possède un pouvoir de dénonciation et qu'il est de sa responsabilité de dévoiler les choses dans le but de les changer.

En ce sens, être engagé, c'est mettre la musique au service d'une cause extramusical de nature publique. Et c'est bien ce que feront les Dixie Chicks après 2003. En octobre 2004, elles se joindront au Vote for Change Tour, un rassemblement d'artistes qui, à travers des concerts, appuiera publiquement John Kerry en vue de s'opposer à Bush. En d'autres mots, Sartre aurait pu dire des Dixie Chicks qu'elles étaient passées de la parole à l'action. Au Québec, les Cowboys Fringants suivront la même logique en mettant leur art au service de concerts-bénéfice pour OXFAM (la cause du Niger), alliant ainsi leur prise de position à une praxis conséquente.

Les contradictions

L'engagement, chez les artistes, se nourrit donc de la résistance, de l'oppression et des contraintes qu'ils subissent. Au moment où les Dixie Chicks défendent leur position politique qui s'inscrivait dans le pacifisme naguère exprimé par un John Lennon, Madonna lance l'album *American Life*, où elle dénonce les visées belliqueuses de Bush, suivi en 2004 par Green Day avec *American Idiot*, où les médias américains se font fustiger pour leur paranoïa. Comme quoi les Dixie Chicks auront eu un effet d'entraînement en osant revendiquer publiquement leur liberté, ce qui est toujours, pour

ou combattre pour leur liberté. L'iconographie du vidéoclip ne laisse aucun doute quant au modèle que certains Américains voudraient qu'elles épousent (i.e. la jeune fille sage) et le modèle de résistance artistique auquel elles ont décidé d'adhérer. Ainsi, en recourant à des références stylistiques propres à la contre-culture anglophone des années 60, les Dixie Chicks rejoignent l'histoire de la chanson contestataire.

De plus, les cinq prix qu'elles ont remportés le 11 février dernier aux Grammy Awards témoignent du soutien de l'industrie américaine à leur cause. Le fait qu'elles aient gagné dans les catégories de l'album et de la chanson de l'année aura été interprété par certains comme une façon pour cette industrie d'affirmer haut et fort sa liberté par rapport au politique.

Les limites

C'est ici, toutefois, qu'on retrouve les limites de cet engagement et les contradictions qu'auront à surmonter les Dixie Chicks au cours des prochaines années: comment concilier liberté et engagement? On constate que leur évolution publique n'a pas toujours été sans incohérence du fait que leur engagement résulte davantage d'une défense de leur autonomie que d'une position politique dirigée vers des objectifs précis.

Sartre lui-même aura prouvé que l'engagement n'est pas toujours évident à vivre lorsqu'il bute sur l'agir politique. La cause que défend l'artiste doit-elle nécessairement se solder par l'adhésion à un parti? Sartre réussira à fuir cette exigence pendant quelques années, mais il finira par opter pour une conversion au Parti communiste français en 1952. Cette adhésion se fera au prix de multiples concessions, là où un Raymond Aron s'est fait plus circonspect (*L'Opium des intellectuels*). Même si Sartre prendra ses distances avec le PCF à partir de 1956 à la suite de la répression de l'insurrection hongroise par l'armée soviétique, cet épisode de son vécu aura démontré que la ligne s'avère mince entre engagement et militantisme et que la liberté artistique peut très vite voler en éclats.

Mais les Dixie Chicks n'en sont pas rendues là. Pour l'instant, elles surfent sur le succès que leur rapporte cette histoire, même si elles n'en avaient nullement besoin pour assoier leur notoriété. Comment vont-elles gérer la suite des choses? Et comment vont-elles arriver à concilier l'idée d'une autonomie artistique à laquelle elles tiennent tant (i.e. la liberté de parole) avec le fait qu'elles sont devenues des acteurs publics et donc que leurs gestes et opinions ont une résonance politique?


Dans tous les cas, l'expression d'une opinion publique les aura ramenées au défi que pose tout engagement: rester conséquent en assumant l'influence politique que l'artiste peut exercer. Sartre eût certainement envie de leur lancer: et maintenant, quels choix ferez-vous?



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Danick Trotter: «Les Dixie Chicks auront confronté deux préceptes au fondement de la pensée sartrienne de la fin des années 40: le choix échu à tout artiste de prendre position et le pouvoir des mots.»

Abonnez-vous : www.revue-rnd.qc.ca/ / Informez-vous : (418) 681-3581



RND
Mars 2007
Rattachés • Numéros • Découvertes

S.O.S. experts

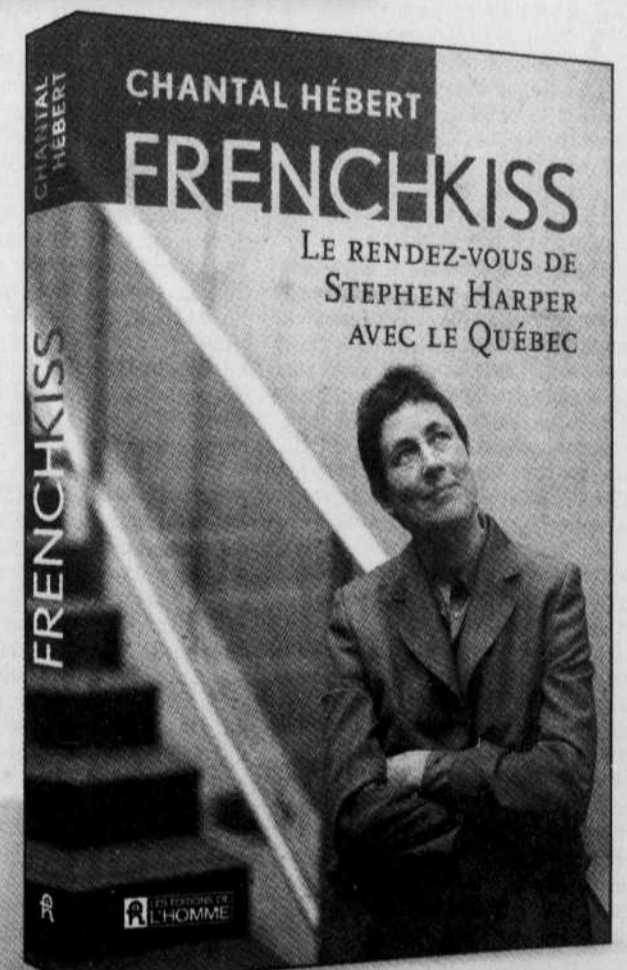
Où est passé notre jugement?

La revue qui pense

En avril **Jeunes un jour, jeunes toujours**

UN ESSAI PERCUTANT !

Dans son premier essai, **CHANTAL HÉBERT** analyse l'état actuel de la fédération canadienne. **FRENCH KISS**, c'est l'histoire de deux rendez-vous manqués, celui de Paul Martin avec sa destinée de grand premier ministre, et celui du mouvement souverainiste québécois avec son match de revanche.



MAINTENANT EN LIBRAIRIE

LES ÉDITIONS DE L'HOMME
© QUÉBECOR MEDIA
www.edhomme.com